

## A PROPOS DE MITSUBISHI

Ne faisons pas la fine bouche, la prise de participation de Nissan au capital de Mitsubishi Motors, si elle se confirme est un bon coup. Comme le fut, en son temps, la montée de Renault au capital de Nissan. Dans les deux cas l'actuel PDG de l'Alliance et avant lui son successeur se sont montrés suffisamment opportunistes pour faire leur marché chez des concurrents affaiblis : Nissan, Dacia et Renault Samsung Motors pour Monsieur Louis Schweitzer ; Avtovaz et maintenant Mitsubishi pour son successeur.

Pour aller à l'essentiel l'opération en cours n'est ni plus ni moins que d'un raid boursier, Nissan prend une option à la hauteur de 34% de son compatriote japonais et débourse pour cela l'équivalent d'1,9 milliards d'euros. Affaibli après avoir manipulé des données pour embellir ses performances énergétiques, et avoir utilisé des tests non homologués au Japon Mitsubishi est devenu une « proie à prendre ». Carlos Ghosn a "saisi l'occasion" pour s'offrir MMC à bas prix. La conclusion dépend de l'impact financier du scandale<sup>1</sup> sur les normes qui touche Mitsubishi et par ricochet Nissan directement touché par cette affaire, puisque les deux tiers des véhicules concernés ont été construits par Mitsubishi pour le compte de Nissan.

### Les droits des actionnaires de Renault bafoués

Cette montée de Nissan au capital de Mitsubishi se dessine sans que Renault y soit associé. Ce qui pose évidemment le problème de la marginalisation du groupe français. Détenteurs de 43,4 % du capital de Nissan, les actionnaires de Renault, dont l'État français auraient dû être consultés suite à la montée de son « partenaire » dans le capital de Mitsubishi.

C'est un nouveau coup de canif aux accords qui lient les deux partenaires de l'Alliance puisque l'arrivée de Mitsubishi aura pour conséquence que le déséquilibre entre les deux constructeurs s'en trouvera amplifié avec l'apport d'un million de véhicules et qu'il va modifier la composition si ce n'est, du capital de Nissan, au moins celle de l'alliance, de ce fait la participation de Renault va s'en trouver diluée. Mais comble de cynisme le financement de cette opération<sup>2</sup> mettra les actionnaires de Nissan, dont Renault, à contribution.

### Manipulation de l'opinion

Bien des larmes de crocodile sont versées dans le marigot dans lequel pataugent Renault et Nissan. Derrière toute opération, décision, etc. qui associe l'une ou l'autre de ces groupes il y a la main de Carlos Ghosn. Laisser croire à l'autonomie de Renault ou de Nissan n'est pas sérieux. Pour être clair ceux qui disent ou écrivent « *Nissan va investir dans Mitsubishi, Renault ne s'associe pas à cette opération* », propagent volontairement ou non des raccourcis trompeurs. Il serait plus exact de dire ou d'écrire : « *Carlos Ghosn PDG de Renault et de Nissan a décidé au nom de Nissan d'investir dans Mitsubishi, il ne veut pas associer Renault à cette opération* ».

---

<sup>1</sup> Le 20 avril, Mitsubishi a avoué avoir manipulé les tests de consommation de carburant de plusieurs centaines de milliers de véhicules depuis des années. Ce scandale a entraîné une chute de son cours de Bourse de plus de 40 %. Nissan est particulièrement touché par cette affaire, puisque les deux tiers des véhicules concernés étaient construits par Mitsubishi pour le compte de Nissan. La presse japonaise évoquait même la possibilité que la consommation de tous les véhicules fabriqués par Mitsubishi au Japon depuis 1991 ne soit pas conforme à la réglementation (source les Échos et le FIGARO)

<sup>2</sup> Mitsubishi va émettre à l'intention de Nissan 506,6 millions d'actions ordinaires au prix de 468,52 yens l'unité, soit un montant total de 237,36 milliards de yens (1,9 milliard d'euros).

D'aucuns faussement compatissant se demandent où est passé Renault. Est-ce les mêmes observateurs avisés qui s'extasient de voir Nissan s'imposer chez un concurrent en prenant 34% du capital et qui refusent que Renault s'installe chez Nissan avec 43,4 % de son capital ?

### **Le problème de RENAULT**

A plusieurs reprises Carlos Ghosn a franchi la ligne rouge : dans l'affaire des espions dont on attend la conclusion, dans la conduite de l'Alliance en fabriquant le déséquilibre entre les deux constructeurs, dans la cabale sur les droits de vote double pour les actions détenues depuis plus de deux ans, en aliénant les droits de Renault avec l'accord de stabilisation, etc.

Cette mise à l'écart de Renault n'est qu'un épisode de plus, elle ferait suite l'attitude de l'État actionnaire dans l'épisode de la résolution sur le vote double et la supposée perte de confiance ressentie par Monsieur Ghosn. Faut-il en accabler le Ministre de l'Économie, Emmanuel Macron ? Certes l'attitude brouillonne du ministre dans cette affaire n'a rien arrangée, mais c'est la confiance sans cesse renouvelée de l'État actionnaire à Carlos Ghosn et à sa stratégie qui coute cher à Renault.

Claude PATFOORT le 4 juin 2016 [contact@renew.srta](mailto:contact@renew.srta)